



CAISSE AUTONOME D'AMORTISSEMENT DU CAMEROUN

AVIS D'APPEL À MANIFESTATION D'INTERET

N° 26-00312 / AMI/CAA/DG/DAG/SDAAB/SM/NEJ DU 21 SEPT 2026

Pour la Présélection des Consultants chargés de l'élaboration :

LOT 1 : DE LA POLITIQUE D'INTÉGRITÉ INSTITUTIONNELLE ET DU MÉCANISME DE GESTION DES GRIEFS (GRM) DE LA CAA.

LOT 2 : D'UN AVIS JURIDIQUE EXTERNE (LEGAL OPINION) RELATIF À LA CAPACITÉ JURIDIQUE ET INSTITUTIONNELLE DE LA CAA DANS LE CADRE DE SON ACCRÉDITATION AUPRÈS DU FONDS VERT POUR LE CLIMAT.

Financement : Budget CAA – Exercice 2026

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

La Caisse Autonome d'Amortissement (CAA) a été créée par le décret N° 85/1176 du 28 août 1985. Réorganisée par le décret N°2019/033 du 24 janvier 2019, la CAA est désormais un Établissement Public à caractère spécial dont les grandes missions sont centrées sur :

- la gestion de la dette publique ;
- la gestion du financement des projets et programmes ;
- la gestion des marchés des capitaux.

Dans le cadre de son positionnement en tant qu'entité candidate à l'accréditation auprès du Fonds Vert pour le Climat (FVC), la Caisse Autonome d'Amortissement est appelée à assumer un rôle central de structuration, de mobilisation et de gestion des financements climatiques au niveau national. À ce titre, elle sera amenée à intervenir dans l'identification, la préparation, la mise en œuvre et le suivi-évaluation de projets et programmes climatiques, tout en garantissant le respect des normes internationales en matière de gestion financière, de passation des marchés, de sauvegardes environnementales et sociales, ainsi que de transparence et de redevabilité.

Dans cette perspective, le Fonds Vert pour le Climat exige des entités accréditées la mise en place de politiques institutionnelles robustes et conformes aux standards

internationaux en matière de sauvegardes environnementales et sociales, de genre, de prévention des violences basées sur le genre, de gouvernance, de transparence, de redevabilité et de protection des parties prenantes.

Afin de répondre à ces exigences, la CAA envisage le recrutement de consultants ou cabinets spécialisés pour l'élaboration des politiques institutionnelles suivantes :

- une Politique d'Intégrité Institutionnelle incluant un Mécanisme de Gestion des Grievs (GRM) et un dispositif de protection des lanceurs d'alerte. **(Lot 1)**
- un avis juridique externe (legal opinion) relatif à la capacité juridique et institutionnelle de la CAA dans le cadre de son accréditation auprès du fonds vert pour le climat. **(Lot 2)**

Le présent Appel à Manifestation d'Intérêt est lancé en vue de la présélection des consultants devant participer à la Procédure de sélection des consultants individuels relative aux prestations des lots susvisés.

II. OBJET DE L'APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT

Le présent Appel à Manifestation d'Intérêt a pour objet la présélection des consultants individuels en vue de l'élaboration des politiques institutionnelles requises dans le cadre de l'accréditation de la CAA auprès du Fonds Vert pour le Climat (FVC).

Les prestations sont réparties en deux (02) lots distincts :

LOT 1 : Élaboration de la Politique d'Intégrité Institutionnelle et du Mécanisme de Gestion des Grievs (GRM)

Les prestations attendues comprennent notamment :

- l'élaboration d'une Politique d'Intégrité Institutionnelle conforme aux exigences du FVC ;
- la conception et la formalisation d'un Mécanisme de Gestion des Grievs (GRM) institutionnel et opérationnel ;
- la mise en place d'un dispositif de protection des lanceurs d'alerte et des témoins ;
- l'élaboration de procédures spécifiques de gestion des plaintes sensibles liées notamment aux questions environnementales et sociales, au genre et aux violences basées sur le genre ;
- l'élaboration d'un plan de communication et d'engagement des parties prenantes ;
- le développement d'un programme de formation et de renforcement des capacités du personnel.

LOT 2 : Élaboration d'un Avis Juridique Externe sur la Capacité Juridique de la CAA

Les prestations attendues comprennent notamment :

- l'analyse des textes législatifs et réglementaires encadrant la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA) ;
- l'examen des actes constitutifs, des textes d'organisation et de fonctionnement ainsi que de toute documentation juridique pertinente ;
- la confirmation de la personnalité juridique de la CAA ;
- la confirmation de son autonomie administrative et financière ;
- la confirmation de sa capacité à conclure des contrats et accords nationaux et internationaux ;
- la confirmation de sa capacité à recevoir, gérer et administrer des ressources financières nationales et internationales ;
- la confirmation de sa capacité à ester en justice ;
- l'analyse des limitations ou conditions d'exercice de ces prérogatives ;
- la rédaction d'un avis juridique externe conforme aux exigences du Fonds Vert pour le Climat (FVC) ;
- la prise en compte des observations éventuelles de la CAA et du FVC sur les versions provisoires de l'avis.

III. PARTICIPATION ET ORIGINE

La participation au présent Appel à Manifestation d'Intérêt est ouverte aux consultants individuels, cabinets d'expertise ou bureaux d'études de droit camerounais ou étranger, justifiant d'une expertise avérée dans les domaines concernés.

Chaque candidat ne peut soumissionner que dans la spécialité où il démontre les qualifications et expériences requises.

IV. DURÉE DE LA MISSION

Les délais indicatifs d'exécution des prestations sont les suivants :

- Lot 1 : quatre-vingt-dix (90) jours calendaires ;
- Lot 2 : Quatorze (14) jours calendaires.

V. QUALIFICATIONS ET EXPÉRIENCES REQUISES

V.1. Qualifications générales

Les prestataires recherchés devront justifier :

- d'une expérience avérée dans l'élaboration de politiques institutionnelles, systèmes de gouvernance, mécanismes de conformité ou dispositifs environnementaux et sociaux ;
- d'une bonne connaissance des exigences du Fonds Vert pour le Climat (FVC), de la Banque Mondiale, de la Société Financière Internationale (SFI/IFC), du FEM, de l'AFD ou d'autres partenaires techniques et financiers internationaux ;
- d'une capacité démontrée à conduire des missions similaires pour des institutions financières, agences publiques ou organisations internationales.

Les soumissionnaires devront également disposer d'une équipe technique dont la liste accompagnée des pièces suivantes datées de moins de trois (03) mois est exigible :

- a) Curriculum vitae daté et signé ;
- b) Copie certifiée conforme du diplôme et des certifications professionnelles ;
- c) Définition et affectation de chaque personnel proposé ;

V.2. Qualifications spécifiques par lot

LOT 1 : Politique d'Intégrité Institutionnelle et GRM

Le consultant ou l'expert principal devra :

- être titulaire d'un diplôme universitaire de niveau Bac+5 au minimum en droit, gouvernance publique, audit, sciences politiques, sciences sociales ou domaine équivalent ;
- justifier d'au moins cinq (05) années d'expérience dans les domaines de la gouvernance d'entreprise, de la conformité, de l'audit institutionnel ou du droit social ;
- avoir réalisé au moins deux (02) missions similaires relatives aux mécanismes de gestion des griefs (GRM), politiques d'intégrité ou dispositifs de protection des lanceurs d'alerte ;
- démontrer une excellente connaissance des exigences fiduciaires et des politiques d'intégrité du FVC, de la Banque Mondiale ou de la SFI ;
- disposer d'une expérience dans la gestion des plaintes sensibles et des mécanismes liés aux violences basées sur le genre.

LOT 2 : Avis Juridique Externe sur la Capacité Juridique de la CAA

Le cabinet ou l'expert principal devra :

- être titulaire d'un diplôme universitaire de niveau Bac+5 au minimum en droit public, droit des affaires, droit institutionnel ou tout autre domaine juridique pertinent ;
- être inscrit à l'Ordre des avocats du Cameroun ;
- appartenir à un cabinet d'avocats régulièrement constitué et habilité à exercer au Cameroun ;
- justifier d'au moins dix (10) années d'expérience professionnelle pertinente ;
- disposer d'une excellente connaissance du cadre juridique applicable aux établissements publics au Cameroun ;
- justifier d'une expérience dans la réalisation d'avis juridiques, consultations juridiques ou audits institutionnels ;
- avoir une bonne connaissance des exigences des bailleurs internationaux, notamment du Fonds Vert pour le Climat (FVC), de la Banque Mondiale, de la Société Financière Internationale (SFI/IFC), du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) ou d'autres institutions financières internationales ;
- justifier d'au moins deux (02) missions similaires réalisées au cours des cinq dernières années.

VI. COMPOSITION DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Les candidats intéressés devront fournir un dossier comprenant deux (02) volumes :

VI.1. Volume 1 : Pièces administratives

Les pièces administratives requises et listées ci-dessous devront être produites en originaux ou en photocopies certifiées conformes datant de moins de trois (03) mois :

- une déclaration de manifestation d'intérêt timbrée et signée ;
- une copie certifiée conforme du Registre de Commerce ;
- une attestation de conformité fiscale en cours de validité ;
- une attestation d'immatriculation ;
- une attestation pour soumission délivrée par la CNPS ;
- le certificat de non-exclusion des Marchés Publics délivré par l'ARMP ;
- un plan de localisation signé par le responsable habilité.

VI.2. Volume 2 : Dossier technique

Le dossier technique devra comprendre :

- une présentation générale du consultant ;
- les références du consultant dans les missions similaires ;
- les justificatifs des prestations réalisées (première et dernière page des contrats, attestations de bonne fin ou tout autre document probant) ;

- une note méthodologique comprenant la compréhension des TDR, l'approche méthodologique et le chronogramme d'exécution ;
- les observations et suggestions éventuelles sur les TDR ;
- les curricula vitae datés et signés des experts proposés ;
- les copies certifiées conformes des diplômes et certifications ;
- les attestations de disponibilité des experts.

VII. CRITÈRES D'ÉVALUATION

VII.1. Critères éliminatoires

- absence ou non-conformité d'une pièce administrative au-delà du délai réglementaire ;
- fausses déclarations ou pièces falsifiées ;
- note technique inférieure à soixante-dix (70) points sur cent (100).

VII.2. Critères essentiels

Les offres techniques seront évaluées sur cent (100) points selon les critères ci-après :

N° Critères	Points
1 Compréhension des TDR et pertinence de la méthodologie	30
2 Expérience spécifique du consultant dans les missions similaires	40
3 Qualifications académiques et expérience générale des experts	20
4 Chronogramme et organisation du travail	10
TOTAL	100

Seuls les candidats ayant obtenu une note technique au moins égale à soixante-dix (70) points sur cent (100) seront retenus pour la suite de la procédure.

VIII. REMISE DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Chaque offre rédigée en français ou en anglais devra faire l'objet d'une soumission en ligne au plus tard le 14 OCT 2026 à 14 heures précises, heure locale, à l'adresse www.marchespublics.cm. Une copie de sauvegarde dudit dossier sur un support électronique (USB) sera déposée sous pli fermé au Service des Marchés de la CAA situé au niveau – 1, porte S1.06, avec la mention :

« AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT

N° 26-00312 / AMI/CAA/DG/DAG/SDAAB/SM/NEJ DU
21 SEPT 2026

N°6

**RELATIF A LA PRÉSÉLECTION DES CONSULTANTS CHARGÉS DE
L'ÉLABORATION DES POLITIQUES INSTITUTIONNELLES DANS LE CADRE
DU PROCESSUS D'ACCRÉDITATION DE LA CAISSE AUTONOME
D'AMORTISSEMENT (CAA) AUPRÈS DU FONDS VERT POUR LE CLIMAT
(FVC) »**

LOT N° _____ : _____

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

IX. ÉVALUATION DES DOSSIERS ET PUBLICATION DES RÉSULTATS

Les dossiers enregistrés seront examinés par un Comité technique mis en place au sein de la CAA.

La publication définitive des résultats se fera conformément à la réglementation en vigueur.

X. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales / Service des Marchés de la CAA, sise au boulevard du 20 mai, immeuble siège de la CAA, niveau -1, porte S1.06.

BP : 7167 Yaoundé Tél. : 222 22 22 26 / 657 709 261

Il est à noter que l'intérêt manifesté par un consultant n'implique aucune obligation de la part de la CAA de l'inclure dans la liste restreinte.

XI. DÉNONCIATION

Bien vouloir dénoncer tout acte de corruption en appelant la CONAC au numéro vert 1517.

Fait à Yaoundé, le **21 SEPT 2026**

AMPLIATIONS :

- MINMAP ;
- ARMP ;
- CIPM/CAA ;
- Affichage ;
- Chrono/Archives.



Noah Ndongo Adolphe

N/6



CAISSE AUTONOME D'AMORTISSEMENT DU CAMEROUN

CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST

No. 26-00312 / AMI/CAA/DG/DAG/SDAAB/SM OF 21 SEPT 2026

For the pre-selection of consultants responsible for drafting:

LOT 1: THE CAA'S INSTITUTIONAL INTEGRITY POLICY AND GRIEVANCE REDRESS MECHANISM (GRM).

LOT 2: AN EXTERNAL LEGAL OPINION ON THE LEGAL AND INSTITUTIONAL CAPACITY OF THE CAA IN THE CONTEXT OF ITS ACCREDITATION WITH THE GREEN CLIMATE FUND.

Funding: CAA Budget - Fiscal Year 2026

BACKGROUND AND JUSTIFICATION

The Autonomous Sinking Fund (CAA) was created by Decree No. 85/1176 of 28 August 1985. Reorganised by Decree No. 2019/033 of 24 January 2019, the CAA is now a public institution with special status, whose main missions are as follows:

- Managing the public debt of the State;
- Managing the financing of projects and programmes;
- Participating in monetary and financial markets.

As part of its commitment to sustainable development and the fight against climate change, the Autonomous Sinking Fund has initiated an accreditation process with the Green Climate Fund (GCF) in order to gain direct access to international financial resources intended for the funding of climate-related projects and programmes.

As part of its positioning as an entity seeking accreditation with the Green Climate Fund (GCF), the Autonomous Sinking Fund is set to play a central role in structuring, mobilising and managing climate finance at the national level. In that capacity, it will be involved in the identification, preparation, implementation and monitoring and evaluation of climate projects and programmes, while ensuring compliance with international standards on financial management, procurement, environmental and social safeguards, as well as transparency and accountability.

With this in mind, the Green Climate Fund requires accredited entities to put in place robust institutional policies that comply with international standards on environmental and social safeguards, gender, the prevention of gender-based violence, governance, transparency, accountability and stakeholder protection.

In order to meet these requirements, the Autonomous Sinking Fund is considering recruiting consultants or specialised firms to develop the following institutional policies:

- An Institutional Integrity Policy including a Grievance Redress Mechanism (GRM) and a whistleblower protection scheme. **(Lot 1)**
- An external legal opinion on the legal and institutional capacity of the CAA in the context of its accreditation with the Green Climate Fund. **(Lot 2)**

This Call for Expression of Interest is issued with a view to shortlisting consultants to participate in the selection procedure for individual consultants in relation to the services covered by the above-mentioned lots.

II. PURPOSE

The purpose of this Call for Expression of Interest is the pre-selection of individual consultants for the development of the institutional policies required for the Autonomous Sinking Fund's accreditation with the Green Climate Fund (GCF).

The services will be divided into two (02) separate lots:

LOT 1: Development of the Institutional Integrity Policy and the Grievance Redress Mechanism (GRM)

The expected deliverables include, in particular:

- Developing an Institutional Integrity Policy in line with the GCF's requirements;
- Designing and formalising an institutional and operational Grievance Redress Mechanism (GRM);
- Establishing a system to protect whistleblowers and witnesses;
- Developing specific procedures for managing sensitive complaints relating in particular to environmental and social issues, gender and gender-based violence;
- Developing a communication and stakeholders engagement plan;
- Developing a staff training and capacity-building programme.

LOT 4: Drafting an external legal opinion on the legal capacity of the CAA

The expected deliverables include, in particular:



- Analysing the laws and regulations governing the Autonomous Sinking Fund (CAA);
- Reviewing the articles of association, organisational and operational documents, and any other relevant legal documentation;
- Confirming the CAA's legal personality;
- Confirming its administrative and financial autonomy;
- Confirming its ability to enter into national and international contracts and agreements;
- Confirming its ability to receive, manage and administer national and international financial resources;
- Confirming its capacity to take legal actions;
- Analysing the limitations or conditions governing the exercise of these powers;
- Drafting an external legal opinion in accordance with the requirements of the Green Climate Fund (GCF);
- Taking into account any comments/suggestions from the CAA and the GCF on the draft versions of the opinion.

III. PARTICIPATION AND ORIGIN

Participation in this Call for Expression of Interest is open to individual consultants, consultancy firms or engineering firms incorporated under Cameroonian or foreign law, demonstrating proven expertise in the relevant fields.

Each bidder may only submit a bid in the speciality in which they demonstrate the required qualifications and experience.

IV. DURATION

The indicative timelines for the performance of the services are as follows:

- Lot 1: ninety (90) calendar days;
- Lot 2: Fourteen (14) calendar days.

V. REQUIRED QUALIFICATIONS AND EXPERIENCE

V.1. General qualifications

Suitable bidders must demonstrate:

- Proven experience in the development of institutional policies, governance systems, compliance mechanisms or environmental and social frameworks;
- A good understanding of the requirements of the Green Climate Fund (GCF), the World Bank, the International Finance Corporation (IFC), the Global

Environment Facility (GEF), Agence Française de Développement (AFD) or other international technical and financial partners;

- A proven ability to carry out similar assignments for financial institutions, public agencies or international organisations.

Bidders must also have a technical team, for which a list accompanied by the following documents, dated within the last three (03) months, is required:

- a) Dated and signed Curriculum Vitae;
- b) Certified copy of diploma and professional certifications;
- c) Definition and assignment of each proposed personnel;

V.2. Specific qualifications per lot

LOT 1: Institutional Integrity Policy and GRM

The consultant or lead expert must:

- Hold a university degree equivalent to at least a Master's degree in law, public governance, audit, political sciences, social sciences or related field;
- Have at least five (05) years' experience in the fields of corporate governance, compliance, institutional auditing or social law;
- Have carried out at least two (02) similar assignments relating to grievance redress mechanism (GRM), integrity policies or whistle-blower protection schemes;
- Demonstrate excellent knowledge of the fiduciary requirements and integrity policies of the GCF, the World Bank and the IFC;
- Have experience in managing sensitive complaints and mechanisms relating to gender-based violence.

LOT 2: External legal opinion on the legal capacity of the CAA

The firm or lead expert must:

- Hold a university degree equivalent to at least a Master's degree in public law, business law, constitutional law or any other relevant legal field;
 - Be a member of the Cameroon Bar Association;
 - Be a member of a law firm that is duly incorporated and authorised to practise in Cameroon;
 - Have at least ten (10) years' relevant professional experience;
 - Have an excellent understanding of the legal framework applicable to public institutions in Cameroon;
 - Have experience in drafting legal opinions, providing legal advice or conducting institutional audits;
- 

- Have a good understanding of the requirements of international donors, in particular the Green Climate Fund (GCF), the World Bank, the International Finance Corporation (IFC), the Global Environment Facility (GEF) or other international financial institutions;
- Provide evidence of at least two (02) similar assignments carried out over the last five years.

VI. COMPOSITION OF THE FILE

Interested bidders must submit a file comprising two (02) volumes:

VI.1. Volume 1: Administrative documents

The administrative documents required and listed below must be produced in original or certified photocopies, dated less than three (03) months:

- A dated and signed expression of interest form;
- A certified copy of the trade register;
- A valid tax compliance certificate;
- A certificate of registration
- A certificate of eligibility to bid issued by the NSIF;
- A certificate of non-exclusion from public procurement issued by the Public Contracts Regulatory Agency (ARMP);
- A location plan signed by an authorised person.

VI.2. Volume 2: Technical file

The bidder's technical file must include:

- A general presentation of the consultant;
- The consultant's references for similar assignments;
- Supporting documents for services rendered (first and last pages of the contracts, certificates of satisfactory completion, or any other supporting document);
- A methodological note setting out the understanding of the Terms of Reference, the methodological approach and the implementation schedule;
- Any comments and suggestions regarding the Terms of Reference;
- The dated and signed CVs of the proposed experts;
- Certified true copies of the diplomas and certifications;
- Certificates of availability of experts.

VII. EVALUATION CRITERIA

VII.1. Disqualification criteria

- Failure to submit an administrative document or non-compliance with the regulatory deadline;
- False declarations or falsified documents;
- Technical score below seventy (70) points out of one hundred (100).

VII.2. Essential criteria

The technical offers will be assessed out of one hundred (100) points according to the following criteria:

No. Criteria	Points
1 Understanding of the Terms of Reference and relevance of the methodology	30
2 The consultant's specific experience in similar assignments	40
3 Academic qualifications and general experience of the lead experts	20
4 Timetable and organisation of the work	10
TOTAL	100

Only candidates who have obtained a technical score of at least seventy (70) out of one hundred (100) points will be shortlisted for the next stage of the procedure.

VIII. SUBMISSION

Each bid, written in French or English, must be submitted online no later than 14 OCT 2026 at 2:00 p.m. local time, at www.marchespublics.cm. A backup copy of the aforementioned file on one electronic media (USB) shall be submitted in a sealed envelope to the CAA's Procurement Services located at Floor - 1, door S1.06, with the mention:

"CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST

No. 26-00312 /AMI/CAA/DG/DAG/SDAAB/SM OF 21 SEP 2026

**FOR THE PRE-SELECTION OF CONSULTANTS RESPONSIBLE FOR
DEVELOPING INSTITUTIONAL POLICIES AS PART OF THE ACCREDITATION
PROCESS OF THE AUTONOMOUS SINKING FUND (CAA) WITH THE GREEN
CLIMATE FUND (GCF)"**

LOT No. _____:

"To be opened only during bid-opening session"

IX. EXAMINATION OF THE FILES AND PUBLICATION OF RESULTS

The registered files will be examined by a Technical Committee set up within the CAA.

The publication of the final results will be made in accordance with the regulation in force.

X. FURTHER INFORMATION

For more information, bidders may contact the Department of General Affairs / Procurement Service located at Floor -1, door S1.06 of the CAA headquarters building, 20th May Boulevard, P.o Box: 7167 Yaoundé Tel.: 222 22 22 26 / 657 709 261

It should be noted that interest expressed by a consultant does not imply any obligation on the part of the CAA to include them in the shortlist.

XI. DENUNCIATION

Please report any act of corruption by calling CONAC on the toll-free number 1517.

Done in Yaoundé, on the 21 SEPT 2026

COPIES:

- MINMAP;
- ARMP;
- CIPM/CAA;
- Display;
- Chrono/Archives.



Noah Ndongo Adolphe